



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 5 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1978

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
49

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 763. Περί κυρώσεως τοῦ ἀπὸ 20 Ὀκτωβρίου 1977 Β' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως μετὰξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας. 1
- N. 764. Περί ἀπαλλαγῆς ἐκ τῶν ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου καὶ πρῶτων κρατήσεων, τῶν πάσης φύσεως ἁπτανῶν εἰς βάρος τῶν εἰδικῶν προγραμμάτων ἐξοπλισμοῦ καὶ ὑποδομῆς τῶν Ἐνόπλιων Δυνάμεων καὶ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας. 2
- N. 765. Περί μονιμοποιήσεως τῶν ἐκτάκτων ὑπαλλήλων τῶν ἐπανελθόντων εἰς τὴν ὑπηρεσίαν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν. 193/1975, ἐπιλογῆς ἀσφαλιστικοῦ φορέως παρὰ τῶν ὑπαγομένων εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 874/1971, τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Ν. 103/1975 καὶ ρυθμίσεως ἑτέρων τινῶν συνταξιοδοτικῶν θεμάτων. 3

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

219. Περί αὐξήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χρεωγουμενῶν συντάξεων. 4

220. Περί ἐπικυρώσεως πινάκων κρίσεως κατωτέρων Ἀξιωματικῶν Λιμενικοῦ Σώματος διὰ τὸ ἔτος 1978. . . 5

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 763

Περί κυρώσεως τοῦ ἀπὸ 20 Ὀκτωβρίου 1977 Β' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως μετὰξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:
Ἄρθρον Πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου τὸ ὑπογραφέν εἰς Παρίσιους τὴν 20 Ὀκτωβρίου 1977, μετὰξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας Β' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἑπεται:

PROTOCOLE FINANCIER

entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République française.

Dans le souci de poursuivre le renforcement des liens traditionnels d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays, le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République française sont convenus de conclure le présent protocole financier.

Article 1

Montant et objet des concours financiers.

Le Gouvernement français consent au Gouvernement hellénique des facilités de crédit d'un montant maximum de CENT VINGT CINQ (124) millions de francs pour financer :

— dans la limite d'un montant maximum global de TRENTE (30) MILLIONS de francs, l'achat en France de biens d'équipement et services français agréés par les deux parties et figurant sur la liste indicative annexée au présent protocole ;

— pour le solde, l'achat en France de biens et services français destinés à la réalisation de projets industriels agréés par les deux parties et correspondant aux secteurs économiques qui figurent sur la liste indicative annexée au présent protocole.

Ces concours financiers prennent la forme :

— de prêts du Trésor public français d'un montant global maximum de VINGT-CINQ (25) MILLIONS de francs.

— de crédits privés d'un montant global maximum de CENT (100) MILLIONS de francs garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE).

Article 2

Mécanisme d'utilisation des concours financiers.

Le financement des projets qui seront retenus au titre du présent protocole est assuré par l'utilisation conjointe des prêts du Trésor, d'une part, des crédits privés garantis, d'autre part.

a) Le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor français est fixé à VINGT (20) % du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français.

b) L'utilisation des prêts du Trésor public français est réservée au financement des acomptes versés aux fournisseurs français, qui seront donc égaux à VINGT POUR CENT (20 %) du montant des biens et services d'origine français. Le montant des acomptes versés à la commande devra être égal à DIX pour CENT (10 %) au moins du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus.

c) Les crédits privés garantis couvrent le solde du financement des projets à concurrence de QUATRE-VINGTS POUR CENT (80 %) de la part rapatriable.

Article 3

Modalités et conditions des facilités de crédits.

a) Les prêts du Trésor portent intérêt à TROIS ET DEMI POUR CENT (3.5 %) sur le montant restant dû et sont amortissables en QUINZE (15) ans en VINGT-CINQ (25) semestrialités égales et successives à l'issue d'un différé d'amortissement de TRENTE (30) mois.

b) Les intérêts courent à partir de la date de chaque tirage et sont liquidés et payés à la fin de chaque semestre.

c) Une convention d'application entre la Banque de Grèce agissant pour le compte du Gouvernement hellénique et le Crédit National agissant pour le compte du Gouvernement français précisera les modalités d'utilisation et de rempoursement des prêts du Trésor français.

d) Les crédits privés garantis seront amortis :

— pour ce qui concerne les projets industriels en VINGT (20) semestrialités égales et successives à compter des livraisons d'équipement ou de la mise en service des installations, selon les stipulations du contrat commercial ou de la convention bancaire;

— pour ce qui concerne les biens d'équipement ou services en DIX (10) semestrialités égales et successives à compter des livraisons ou de l'exécution.

Le contrat commercial ou la convention bancaire fixeront également les taux d'intérêt de ces crédits, qui seront les taux usuels des crédits de l'espèce. Ces crédits seront garantis par la Banque de Grèce.

e) La monnaie de compte et de paiement utilisée est le franc français.

Article 4

Délai de mise en oeuvre.

Pour ouvrir droit aux crédits définis à l'article 1, les contrats particuliers passés avec les fournisseurs français devront être conclus au plus tard le 31 mars 1979. Ils devront atteindre un montant minimum de DIX (10) MILLIONS de francs pour les projets industriels et de UN (1) MILLION de francs pour les biens d'équipement ou services.

Aucun tirage sur le prêt du Trésor ouvert par le présent Protocole ne pourra intervenir postérieurement au 31 mars 1981.

Ces dates - limites pourront être protégées d'un commun accord entre les administrations française et hellénique.

Article 5

Modalités d'imputation.

L'imputation sur le présent protocole des contrats afférents aux projets industriels et aux biens d'équipement ou services visés à l'article 1er sera décidée par échange de lettres entre le Conseiller Commercial près l'Ambassade de France à ATHENES, agissant sur délégation des autorités françaises compétentes et le service compétent du Ministère de la Coopération.

La même procédure d'échange de lettres pourra modifier la liste indicative annexée au présent protocole.

Article 6

Transport et assurance.

Les contrats financés au titre du présent protocole sont facturés au prix F.O.B. ; toutefois, dans le cas où le transport serait effectué par un navire battant pavillon français et l'assurance contractée auprès d'une compagnie française, le financement du fret et de l'assurance pourrait être assuré dans les proportions visées à l'article 1 ci-dessus, par utilisation du prêt du Trésor et des crédits privés garantis.

Article 7

Entrée en application.

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signatures.

Fait à PARIS, le 20 octobre 1977
(en double exemplaire)

Pour le Gouvernement de la République hellénique.
PIERRE PAPADAKIS

Pour le Gouvernement de la République française
MICHEL PEBEREAU

LISTE INDICATIVE

des Secteurs de l'Economie Hellénique et des Biens d'Équipement et Services Pouvant Beneficier du Financement par les Credits OUverts par le Protocole.

1. Secteurs dont relèvent les projets industriels visés à l'article 1.

- télécommunications
- unités de production pour les industries agricoles et alimentaires
- mini-acières et ateliers complets pour l'industrie sidérurgique

- production et distribution d'électricité (y compris les équipements électriques d'une cinenteric)
- équipement électronique d'aéroport
- lignes de production de plastiques.

2. Biens d'équipement.

- machines - outils
- équipements et matériel agricoles
- matériel et machines pour les industries alimentaires
- matériel de radiologie et matériel chirurgical
- matériel destiné à la recherche scientifique et médicale
- matériel de climatisation industrielle
- matériel destiné aux chemins de fer et au métro (matériel de traction, matériel de télécommunications et de signalisation, machines et équipement de levage pour les ateliers d'entretien)
- matériel lourd de travaux publics (excavatrices, pelleteuses)
- bateaux divers.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας.

Εἰς τὴν προσπάθειαν τῆς συνέχειας τῆς ἐνισχύσεως τῶν παραδοσιακῶν δεσμῶν φιλίας καὶ συνεργασίας οἱ ὅποιοι ἐνώνουν τὰ δύο κράτη, ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, συμφώνησαν τὴν συναψιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως.

Ἄρθρον 1.

Ποσὸν καὶ ἀντικείμενον τῆς οἰκονομικῆς βοηθείας.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις χορηγεῖ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν πιστωτικὰς διευκολύνσεις ὕψους 125 ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων κατ' ἀνώτατον ὅριον, διὰ τὴν χρηματοδότησιν :

— τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν καὶ ἀναφερομένων εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα, συνολικῆς ἀξίας τριάκοντα (30) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων κατ' ἀνώτατον ὅριον.

— διὰ τοῦ ὑπολοίπου, τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν προοριζομένων διὰ τὴν πραγματοποιήσιν βιομηχανικῶν ἔργων, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν, εἰς τοὺς οἰκονομικοὺς τομεῖς οἱ ὅποιοι ἀναφέρονται εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα.

Ἡ οἰκονομικὴ αὕτη βοήθεια θὰ χορηγηθῇ ὑπὸ τὴν μορφήν :

— δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου συνολικοῦ ἀνωτάτου ὁρίου εἴκοσι πέντε (25) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

— ἰδιωτικῶν πιστώσεων, ἡγγυημένων ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Ἀσφαλιστικῆς Ἑταιρείας διὰ τὸ Ἐξωτερικὸν Ἐμπόριον (COFACE) συνολικοῦ ἀνωτάτου ὁρίου ἑκατὸν (100) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

Ἄρθρον 2.

Μηχανισμὸς χρησιμοποίησεως τῆς οἰκονομικῆς βοηθείας.

Ἡ χρηματοδότησις τῶν ἔργων τὰ ὅποια θὰ ἐγκριθοῦν εἰς τὰ πλαίσια τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου πραγματοποιεῖται διὰ τῆς χρησιμοποίησεως τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου, ὅσον καὶ τῶν ἡγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

α) Τὸ ὕψος τῶν τραβηκτικῶν δικαιωμάτων ἐπὶ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου καθορίζεται εἰς 20 % τοῦ ἐπαναπατριστέου εἰς τὴν Γαλλίαν ποσοῦ τῶν παραγγελιῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν.

β) Τὸ προϊόν τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου προορίζεται διὰ τὴν χρηματοδότησιν τῶν προκαταβολῶν πρὸς τοὺς Γάλλους προμηθευτάς, αἱ ὅποια οὕτω θὰ ἰσοῦνται πρὸς τὸ 20 % τῆς ἀξίας τῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν γαλλικῆς προελεύσεως. Τὸ ποσὸν τῆς προκαταβολῆς κατὰ τὴν παραγγελίαν πρέπει νὰ ἰσοῦται πρὸς τὸ 10 % τοῦλάχιστον τοῦ ποσοῦ τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον (α).

γ) Αἱ ἡγγυημέναι ἰδιωτικαὶ πιστώσεις καλύπτουν τὸ ὑπόλοιπον τῆς χρηματοδοτήσεως τῶν ἔργων μέχρι συμπληρώσεως τοῦ 80 % τοῦ ἐπαναπατριστέου τμήματος.

Ἄρθρον 3.

Διαδικασία καὶ ὅροι χρησιμοποίησεως τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

α) Τὰ δάνεια τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου ἀποφέρουν τόκον 3,5 % ἐπὶ τοῦ ἐκάστοτε ὀφειλομένου ὑπολοίπου καὶ εἶναι ἐξοφλητέα εἰς 15 ἔτη, εἰς εἴκοσι πέντε (25) ἴσας διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίας δόσεις, καταβλητέας μετὰ τὴν παρέλευσιν περιόδου χάριτος τριάντα (30) μηνῶν.

β) Οἱ τόκοι ὑπολογίζονται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκάστης ἀναλήψεως ἐκκαθαρίζονται δὲ καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ τέλος ἐκάστου ἐξαμήνου.

γ) Σύμβασις ἐφαρμογῆς μεταξὺ τῆς Crédit National, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως, καὶ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως θὰ καθορίσῃ τὴν διαδικασίαν χρησιμοποίησεως καὶ ἐξοφλήσεως τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου.

δ) Αἱ ἡγγυημέναι ἰδιωτικαὶ πιστώσεις θὰ ἐξοφλοῦνται :

— Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ βιομηχανικὰ ἔργα εἰς εἴκοσι (20) ἴσας διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίας δόσεις ἀρχομένης ἀπὸ τῆς παραδόσεως τοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ τῆς θέσεως ἐν λειτουργίᾳ τῶν ἐγκαταστάσεων, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ ἐμπορικοῦ συμβολαίου ἢ τῆς τραπεζικῆς συμφωνίας.

— ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸν κεφαλαιουχικὸν ἐξοπλισμὸν ἢ τὰς ὑπηρεσίας, εἰς δέκα (10) ἴσας, διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίας δόσεις, ἀρχομένης ἀπὸ τῆς παραδόσεως ἢ τῆς ἐκτελέσεως.

Τὸ ἐμπορικὸν συμβόλαιον ἢ ἡ τραπεζικὴ σύμβασις θὰ καθορίζουν ὡσαύτως τὰ ἐπιτόκια τῶν πιστώσεων αὐτῶν, τὰ ὅποια θὰ εἶναι τὰ συνήθη ἐπιτόκια διὰ τὰς πιστώσεις τοῦ εἰδους τούτου. Αἱ πιστώσεις αὗται θὰ εἶναι ἡγγυημέναι ὑπὸ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

ε) Τὸ νόμισμα τῶν λογαριασμῶν καὶ τῶν πληρωμῶν εἶναι τὸ γαλλικὸν φράγκον.

Ἄρθρον 4.

Προθεσμία θέσεως ἐν λειτουργίᾳ.

Διὰ τὴν ἀπόκτησιν δικαιώματος ἀντλήσεως ἐκ τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ ἄρθρον 1 πιστώσεων τὰ κατ' ἰδίαν συμβόλαια μετὰ τῶν Γάλλων προμηθευτῶν θὰ πρέπει νὰ συναφθοῦν τὸ ἀργότερον μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου 1979. Θὰ πρέπει δὲ νὰ ἀνέρχονται εἰς τὸ ποσὸν τῶν δέκα (10) ἑκατομμυρίων φράγκων τοῦλάχιστον προκειμένου περὶ βιομηχανικῶν ἔργων

και εις τὸ ποσὸν τοῦ ἑνὸς (1) ἑκατομμυρίου φράγκων προκειμένου περὶ κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

Οὐδεμία ἀνάληψις ἐκ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου τῶν χορηγουμένων διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου δύναται νὰ λάβῃ χώραν μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1981.

Αἱ προθεσμίαι αὗται δύνανται νὰ παραταθοῦν κατόπιν κοινῆς συμφωνίας τῶν γαλλικῶν καὶ ἑλληνικῶν ἀρχῶν.

Ἄρθρον 5.

Τρόπος ὑπαγωγῆς εἰς τὸ Πρωτόκολλον.

Ἡ ὑπαγωγή εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συμβολαίων ἀναφερομένων εἰς βιομηχανικὰ ἔργα καὶ ἀγορὰν κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ παροχὴν ὑπηρεσιῶν ὡς προβλέπονται εἰς τὸ ἄρθρον 1 θὰ ἀποφασίζεται δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξὺ τοῦ Ἑμπορικοῦ Συμβούλου τῆς Γαλλικῆς Πρεσβείας εἰς τὰς Ἀθήνας, ἐνεργούντος διὰ λογαριασμὸν τῶν ἀρμοδίων γαλλικῶν ἀρχῶν, καὶ τῆς ἀρμοδίας ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Διὰ τῆς ἰδίας διαδικασίας ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν θὰ δύναται νὰ τροποποιηθῇ ὁ συνημμένος εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸς πίναξ.

Ἄρθρον 6.

Τὰ συμβόλαια τὰ χρηματοδοτούμενα βάσει τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου θὰ τιμολογοῦνται εἰς τιμὰς FOB ἐν τούτοις εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ μεταφορὰ θὰ ἐπραγματοποιεῖτο μὲ πλοῖον ὑπὸ γαλλικὴν σημαίαν, ἡ χρηματοδότησις τοῦ ναύλου καὶ τῶν ἀσφαλίσεων θὰ ἡδύνατο νὰ ἐξασφαλισθῇ, κατὰ τὰς ἀναλογίας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ ἄρθρον 1 διὰ τῆς χρησιμοποίησεως τοῦ δανείου τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν ἡγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

Ἄρθρον 7.

Ἐναρξίς ἐφαρμογῆς.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς του.

Ἐν Παρισίοις τῇ 20 Ὀκτωβρίου 1977

(εἰς διπλοῦν)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας
ΠΕΤΡΟΣ ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ MICHEL PEBEREAU

ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΟΣ ΠΙΝΑΞ

τῶν Τομέων τῆς Ἑλληνικῆς Οἰκονομίας καὶ τῶν Κεφαλαιουχικῶν Ἀγαθῶν καὶ Ὑπηρεσιῶν τὰ ὁποῖα δύνανται νὰ χρηματοδοτηθοῦν ἀπὸ τὰς Πιστώσεις τοῦ Πρωτοκόλλου.

1. Τομεῖς εἰς τοὺς ὁποίους ἀναφέρονται τὰ εἰς τὸ ἄρθρον 1 βιομηχανικὰ ἔργα.

— Τηλεπικοινωνίαι

— μονάδες παραγωγῆς διὰ γεωργικὰς βιομηχανίας καὶ βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς.

— μικραὶ χαλυβουργικαὶ μονάδες καὶ πλήρη ἐργαστήρια διὰ σιδηροβιομηχανίας.

— Παραγωγή καὶ διανομὴ ἡλεκτρικοῦ ρεύματος (συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ ἡλεκτρολογικοῦ ἐξοπλισμοῦ μιᾶς τσιμεντοβιομηχανίας)

— ἡλεκτρονικὸς ἐξοπλισμὸς ἀεροδρομίου

— παραγωγή πλαστικῶν

2. Κεφαλαιουχικὸς ἐξοπλισμὸς

— ἐργαλειομηχαναὶ

— γεωργικὰ μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς

— μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς

— ἀκτινολογικὰ μηχανήματα καὶ χειρουργικὰ ἐργαλεῖα

— ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος δι' ἐπιστημονικὴν καὶ ἱατρικὴν ἔρευναν

— μηχανήματα κλιματισμοῦ, βιομηχανικῶν

— ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος διὰ τοὺς σιδηροδρόμους καὶ τὸ μετρό (μηχαναὶ ἐλξεως, τηλεπικοινωνιακὸν ὕλικὸν καὶ ὕλικὸν σηματοδότησεως, ἀνυψωτῆρες συνεργείων).

— βαρέα μηχανήματα δημοσίων ἔργων (ἐκσκαφεῖς μηχανικὰ πτώα)

— πλοῖα διάφορα.

Ἄρθρον Δεύτερον

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχειται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ

Ἐδωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 764

Περὶ ἀπαλλαγῆς ἐκ τῶν ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου καὶ τρίτων κρητῆσεων, τῶν πάσης φύσεως δαπανῶν εἰς θάρος τῶν εἰδικῶν προγραμμάτων ἐξοπλισμοῦ καὶ ὑποδομῆς τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων καὶ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενος ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσμενος:

Ἄρθρον 1.

Ἀπαλλάσσονται τῶν κρατῆσεων ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου καὶ τρίτων αἱ πάσης φύσεως δαπάναι εἰς θάρος τῶν πιστώσεων εἰδικῶν προγραμμάτων ἐξοπλισμοῦ καὶ ὑποδομῆς τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων καὶ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας. Ἐξαιροῦνται τῆς ἀπαλλαγῆς αἱ προελεπόμεναι εἰσφοραὶ ὑπὲρ ὀργανισμῶν κυρίας καὶ Ἐπικουρικῆς Ἀσφαλίσεως διὰ τὸ ἀπασχολούμενον προσωπικὸν ἐπὶ σχέσει ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου.

Ἄρθρον 2.

Αἱ διατάξεις τοῦ προηγουμένου ἁρθρου ἐφαρμόζονται καὶ ἐπὶ τῶν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος του πραγματοποιηθεισῶν, ὡς ἀνωτέρω, δαπανῶν, διὰ τὰς ὁποίας δὲν ἐνηργήθησαν κρατῆσεις.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νόμου ἄρχειται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ

ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΣ ΜΠΑΛΚΟΣ

Ἐδωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1 Ἀπριλίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 765

Περί μονιμοποίησης των εκτάκτων υπαλλήλων των επαγγελματιών εις την υπηρεσίαν κατ' εφαρμογήν του Ν. 193/1975, επιλογής ασφαλιστικού φορέως παρ' των υπαγομένων εις τὰς διατάξεις του Ν.Δ. 874/1971, τροποποίησης και συμπληρώσεως του Ν. 103/1975 και ρυθμίσεως έιτέρων τινών συνταξιοδοτικών θεμάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Υψηλάσμενος: ομοφώνως μετά της Βουλής, απέφασίσαμεν:

"Άρθρον 1.

1. Οί κατ' εφαρμογήν του Ν. 193/1975 «περί επαναφοράς εις την υπηρεσίαν απολυθέντων εκτάκτων, επί θητεία ή επί σχέσεϊ εργασίας δημοσίου ή ιδιωτικού δικαίου υπαλλήλων και εργατοτεχνιτών του Δημοσίου, Οργανισμών Τοπικής Αυτοδιοικήσεως και Νομικών Προσώπων Δημοσίου Δικαίου και ρυθμίσεως συναφών θεμάτων» επανελθόντες εις την υπηρεσίαν και υπηρετούντες, κατὰ την δημοσίευσιν του παρόντος, δύνανται να διορίζονται και εντάσσονται εις υφισταμένους κενάς τακτικές θέσεις ή εις τοιαύτας συνιστωμένους παρὰ τας οικείας υπηρεσίας αναλόγως των ανάγκων τούτων, διά Π. Δ/γμάτων εκδιδομένων επί τη προτάσει των Υπουργών Προεδρίας Κυβερνήσεως, Οικονομικών και του αρμοδίου κατὰ περίπτωση Υπουργού, επί μειώσει Ισαρίθμων θέσεων εκτάκτων υπαλλήλων.

2. Δέν υπάγονται εις τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου οί ανήκοντες εις τὰς κατηγορίας τὰς αναφερομένας εν τῇ παραγράφῳ 2 του άρθρου 1 του Ν.Δ. 169/69 «περί τακτοποιήσεως εκτάκτων υπαλλήλων των Δημοσίων Υπηρεσιών και Ν.Π.Δ.Δ.».

3. Ο κατὰ την παράγραφον 1 του παρόντος άρθρου διορισμός και ένταξις ενεργείται κατὰ τὰς διατάξεις του άρθρου 2 του Ν.Δ. 169/1969 και υπό τούς εν αὐτῷ ὅρους και προϋποθέσεις, εφαρμοζομένων αναλόγως και των λοιπών διατάξεων αὐτοῦ, ἐφ' ὅσον ἀφορῶν εις τὸ διὰ τοῦ παρόντος ρυθμιζόμενον θέμα ως και εις τὸ θέμα τῆς επικουρικής των ἀσφαλίσεως. Εἰδικῶς τὰ εν τῇ παρ. 1 του άρθρου 2 του Νομοθετικού τούτου Διατάγματος ἀνωτάτα ὅρια ηλικίας προσανέχονται κατὰ ἐννέα ἔτη.

Ἐξαιρετικῶς ὁ διορισμός και ἡ ένταξις των ἀνωτέρων και ἀνωτάτων υπαλλήλων του Υπουργείου Συντονισμού ενεργεῖται κατὰ τὰς διατάξεις των Ν.Δ. 432/1970 «περί ἀναδιοργάνωσεως του Υπουργείου Συντονισμού» και 642/1970 «περί τροποποιήσεως του Ν.Δ. 432/1970 «περί ἀναδιοργάνωσεως του Υπουργείου Συντονισμού» συνιστωμένων των σχετικῶν θέσεων δι' ἀποφάσεως του Υπουργοῦ Συντονισμού, ἐπὶ μειώσει Ισαρίθμων θέσεων εκτάκτων υπαλλήλων.

"Άρθρον 2.

1. Ἡ ἐπὶ ποσοστιαίς προϋπηρεσία των μονιμοποιηθέντων δάσει των διατάξεων του Ν.Δ. 169/1969 ως και των μονιμοποιουμένων, δάσει του παρόντος υπαλλήλων Ν.Π.Δ.Δ. ή παρασχεθείσα κατὰ πλήρως ὥρariον εργασίας και καθ' ὅλας τὰς ἐργασίμους ἡμέρας του μηνός, ἀναγνωρίζεται ως συντάξιμος δάσει των διατάξεων των Ν.Δ. 3163/55 και 4277/1962 υπό του ἀπονέμεντος την σύνταξιν Ασφαλιστικοῦ Οργανισμοῦ Κυρίας Ασφαλίσεως και προσμετρεῖται εις την λοιπὴν συντάξιμον υπηρεσίαν αὐτῶν.

2. Ἡ ἀνωτέρω διάταξις ἔχει ἐφαρμογήν και ἐπὶ των οἰκογενειῶν των ἀποδιδόντων τῆς ως ἀνω κατηγορίας.

"Άρθρον 3.

Ἐπαναφορά εις την Υπηρεσίαν και βαθμολογική ἀποκατάταξις, γινάμεναι κατ' ἐφαρμογήν των άρθρων 4 και 5 του Ν.Δ. 76/1974 περὶ επαναφοράς ἀπολυθέντων ή ἐξαναγκά-

σθέντων εις παραίτησιν υπαλλήλων, ἀποκαταστάσεως υποβιβασθέντων και ρυθμίσεως συναφών θεμάτων», παρὰ τῆς προελεπομένης υπό των άρθρων τούτων Ἐπιτροπῆς, κατόπιν αἰτήσεως υποβληθείσης μετὰ την ἐκποίησιν τῆς εν αὐταῖς προθεσμίας, ως αὕτη μεταγενεστέρως παρετάθη, θεωροῦνται ἐγκυροί και ἰσχυροί διὰ πάσας τὰς συνεπείας και ως πρὸς τὸ εις σύνταξιν δικαίωμα.

"Άρθρον 4.

Αἱ διατάξεις του Ν.Δ. 119/1974 «περὶ ἀναθεωρήσεως υποθέσεων ὀργάνων Χωροφυλακῆς, Αστυνομίας Πόλεων και Πυροσβεστικοῦ Σώματος ἐξεληθέντων τῆς Υπηρεσίας κατὰ τὸ ἀπὸ 21.4.1967 μέχρι 23.7.1974 χρονικὸν διάστημα διὰ πολιτικούς λόγους», ἐφαρμόζονται αναλόγως και ἐπὶ των, κατὰ τὰς διατάξεις των άρθρων 4 και 5 του Ν. 488/1976 «περὶ τροποποιήσεως διατάξεων τινών του Ν.Δ. 974/1971 και ἄλλων συναφών διατάξεων», ἀποκατασταθέντων κατωτέρων ὀργάνων των Σωμάτων Χωροφυλακῆς, Αστυνομίας Πόλεων και Πυροσβεστικοῦ.

"Άρθρον 5.

1. Οί, κατὰ την δημοσίευσιν του παρόντος νόμου, υπηρετούντες ἐπὶ συμβάσει υπάλληλοι του Δημοσίου, οί υπαγόμενοι εις τὰς διατάξεις του Ν.Δ. 874/1971 «περὶ συμπληρώσεως διατάξεων τῆς κειμένης νομοθεσίας «περὶ ἀπονομῆς των πολιτικῶν και στρατιωτικῶν συντάξεων», δύνανται να ἐπιλέξουν την συνταξιοδότησιν των ἐκ του ΙΚΑ κατὰ τὰς διατάξεις περὶ κοινῶν ἡσφαλισμένων, ἀντὶ τῆς ἐκ του Δημοσίου τοιαύτης, διὰ δηλωσεως των ἐφ' ἅπαξ ὑποβαλλομένης, ἐντὸς προθεσμίας ἐξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος του παρόντος νόμου, εις τὰς Διευδύνσεις Διοικητικῶν των παρ' οἷς υπηρετοῦν Υπουργείων.

2. Ἐὰν ἤθελον ἐπιλέξει την συνταξιοδότησιν των ἐκ του Δημοσίου, ἐξαίρουνται τῆς παρὰ τῷ ΙΚΑ ἀσφαλίσεως διὰ τὸν Κλάδον Συντάξεων.

3. Διὰ τούς ἐπιλέξαντας την συνταξιοδότησιν ἐκ του ΙΚΑ, ἐφ' ὅσον εἶχε διακοπὴ ή ἀσφάλισις αὐτῶν, κατ' ἐφαρμογήν του Ν.Δ. 874/1971, θεωρεῖται ὅτι οὐδέποτε ἐξῆλθον τῆς ἀσφαλίσεως αὐτοῦ, ἐπὶ τῇ καταβολῇ των κεκανοτισμένων εισφορῶν, ἐργαζόμενοι μὲν παρὰ του Δημοσίου, ἡσφαλισμένου δὲ παρ' αὐτῶν.

"Άρθρον 6.

1. Ἡ παρ. 4 του άρθρου 1 του Ν. 103/1975 «περὶ καταβολῆς ἐφ' ἅπαξ χρηματικοῦ βοηθήματος εις τούς ἐκ τῆς υπηρεσίας ἀποχωροῦντας λόγω συνταξιοδοτήσεως υπαλλήλους Ν.Π.Δ.Δ. ἀπάσης τῆς Χώρας» καταργεῖται.

2. Τὸ ἐδάφειον α' του άρθρου 3 του Ν. 103/1975 τροποποιεῖται ως ἀκολουθῶς:

«Διὰ Π. Δ/των ἐκδιδομένων προτάσει του Υπουργοῦ Κοινωνικῶν Υπηρεσιῶν δύνανται να ὁρισθοῦν αἱ προϋποθέσεις και ἡ ἔκτασις ἐφαρμογῆς των διατάξεων τῆς παρ. 3 του άρθρου 1 του παρόντος και ἐπὶ των ἀπὸ 21 Ἀπριλίου 1967 ἐξεληθέντων τακτικῶν υπαλλήλων των Ν.Π.Δ.Δ.».

3. Τὸ άρθρον 4 του Ν. 103/1975 λαμβάνει ἀριθμὸν 5, μετὰ δὲ τὸ άρθρον 3 προστίθεται ἄρθρον 4 ἔχων οὕτω:

«Οί κατὰ τὰς διατάξεις του παρόντος νόμου δικαιούμενοι ἐφ' ἅπαξ χρηματικοῦ βοηθήματος, οὐδενὸς ἑτέρου ἐφ' ἅπαξ χρηματικοῦ βοηθήματος ή ἀποζημιώσεως δικαιοῦνται».

"Άρθρων 7.

1. Συνταξιοῦχοι Ν.Π.Δ.Δ., ὧν τὸ τακτικὸν προσωπικὸν υπάγεται εις τὸ εἰδικὸν συνταξιοδοτικὸν καθεστῶς του Ν. 3163/1955 «περὶ συνταξιοδοτήσεως του προσωπικοῦ του Ἰερέματος των Κοινωνικῶν Ασφαλίσεων», ἐξεληθέντες τῆς υπηρεσίας, ἀπὸ τῆς υπαγωγῆς του τακτικοῦ προσωπικοῦ του οἰκείου Ν.Π.Δ.Δ. εις τὸ καθεστῶς τούτου μέχρι τῆς 31.12.71 δικαιοῦνται τῆς συντάξεως του εἰδικοῦ τούτου καθεστώτος,

έστω και αν δια τὸν χρόνον ὑπηρεσίας των κατεβλήθη κατὰ τὴν ἀπομάκρυνσίν των ἐκ τῆς ὑπηρεσίας ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσεις ἢ χρηματικὴ ἀμοιβὴ παρὰ τοῦ ἐργοδότη Ν.Π.Δ.Δ.

Οἱ ἐξελθόντες τῆς ὑπηρεσίας ἀπὸ 1.1.1972 μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος δικαιούνται τῆς συντάξεως ταύτης, ἐφ' ὅσον ἤθελον ἐπιστρέφει εἰς τὸν Κλάδον συντάξεως τοῦ ΙΚΑ τὸ ἥμισυ τῆς ληφθείσης ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσεως ἢ χρηματικῆς ἀμοιβῆς, διὰ μηνιαίων δόσεων, παρακρατούμενων ἐκ τῆς ἀνγκούσης αὐτοῖς συντάξεως. Τὸ ποσὸν τῆς μηνιαίας δόσεως ὀρίζεται εἰς τὸ 1/20 τῆς συντάξεως καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ εἶναι ἑλασσον τῶν πεντακοσίων (500) δραχμῶν.

2. Εἰς περίπτωσιν, καθ' ἣν οἱ περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 συνταξιούχοι δὲν ἔτυχον ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσεως ἢ χρηματικῆς ἀμοιβῆς, προκειμένου νὰ τύχουν τῆς συντάξεως τοῦ εἰδικοῦ συνταξιοδοτικοῦ καθεστώτος τοῦ Ν. 3163/1955, δύνανται νῦν νὰ αἰτήσωνται τήν, ἣν ἐδικαιούντο, κατὰ τὴν ἔξοδόν των ἐκ τῆς ὑπηρεσίας ἐφ' ἅπαξ ἀποζημιώσιν ἢ χρηματικὴν ἀμοιβήν. Ἡ ἀποζημιώσις αὕτη ἢ χρηματικὴ ἀμοιβὴ περιορίζεται εἰς τὸ ἥμισυ διὰ τοὺς ἐξελθόντας τῆς ὑπηρεσίας κατὰ τὸ χρονικὸν διάστημα ἀπὸ 1.1.1972 μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος.

* Ἀρθρον 8.

Ἡ αἵτησις ἐκ μέρους τῶν ἐνδιαφερομένων διὰ τὴν ὑπαγωγὴν των εἰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος νόμου, δεόν νὰ ὑποβληθῇ ἐντὸς ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας ἐνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος νόμου, τὰ δὲ οἰκονομικὰ ἀποτελέσματα ἐκ τῆς εφαρμογῆς τοῦ ἄρχονται ἀπὸ τῆς πρώτης τοῦ μηνὸς τῆς χρονολογίας ἐκδόσεως τῆς σχετικῆς πράξεως ἢ ἀποφάσεως.

* Ἀρθρον 9.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΣΙΑΔΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 1 Ἀπριλίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(4)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 219

Περὶ αὐξήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χορηγούμενων συντάξεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὴν διάταξιν τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθρου 5 τοῦ Ν. Δ/τος 306/1974, «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως διατάξεων τινῶν τῆς περὶ ΤΣΑΥ νομοθεσίας» (ΦΕΚ 40/1974 τ. Α').

2. Τὸ ὑπ' ἀριθ. 282/1977 Προεδρικὸν Διάταγμα «περὶ αὐξήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χορηγούμενων συντάξεων» (ΦΕΚ 93/1977 τ. Α').

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ3/2087/6.12.1977 κοινὴν ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ καὶ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν «περὶ ἀναθέσεως ἀρμοδιοτήτων στοὺς Ὑφυπουργοὺς Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν» (ΦΕΚ 1278/1977 τ. Β').

4. Τὴν γνώμην τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΤΣΑΥ διατυπωθεῖσαν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 816/5.10.77 συνεδρίασιν αὐτοῦ.

5. Τὴν γνώμην τοῦ παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν ἐδρεύοντος Συμβουλίου Κοινωνικῆς Ἀσφαλείας, διατυπωθεῖσαν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 24/8.3.1978 συνεδρίασιν αὐτοῦ.

6. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 225/1978 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑφυπουργοῦ, ἀποφασίζομεν:

* Ἀρθρον μόνον.

1. Αἱ ὑπὸ τοῦ ΤΣΑΥ χορηγούμεναι συντάξεις, ὡς διευορ-
γώθησαν διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 282/1977 Π. Δ/τος, αὐξάνονται
γενικῶς κατὰ ποσοστὸν δέκα πέντε ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (15%) ὡς
κατωτέρω:

α) Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1978 κατὰ ποσοστὸν 10%.

β) Ἀπὸ 1 Μαΐου 1978 κατὰ τὸ ὑπόλοιπον ποσοστὸν 5%.

Εἰς τὸν ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑφυπουργόν, ἀνα-
τίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Π. Δια-
τάγματος.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 30 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΠΟΣΤΟΛΑΤΟΣ

(5)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 220

Περὶ ἐπικυρώσεως πινάκων κρίσεως κατωτέρων Ἀξιωμα-
τικῶν Λιμενικοῦ Σώματος διὰ τὸ ἔτος 1978.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

1. Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

α. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 10121/85/77/10.12.1977 ἀπόφασιν
ΥΕΝ/ΔΔ1ον «περὶ καθορισμοῦ τῶν ὑπὸ κρίσιν Ἀξιωματικῶν
Λ.Σ. (ΕΥ) διὰ τὸ ἔτος 1978».

β. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 010121/4/78/11.1.1978 ἀπόφασιν ΥΕΝ/
ΔΔ1ον «περὶ συγχροτήσεως Συμβουλίου Λιμενικοῦ Σώματος
ἔτους 1978».

γ. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 010121/17/78/2.3.1978 ἀπόφασιν ΥΕΝ/
ΔΔ1ον «περὶ συγχλήσεως τοῦ Συμβουλίου Λιμενικοῦ Σώμα-
τος ἔτους 1978».

δ. Τὸ ἀπὸ 6ης Μαρτίου 1978 πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου
Λιμενικοῦ Σώματος ἔτους 1978.

2. Ἰδόντες τὰς διατάξεις:

α. Τοῦ Ν. 5464/1932 «περὶ αὐθεντικῆς ἐρμηνείας τοῦ ἄρ-
θρου 21 τοῦ ἀπὸ 27.5.1927 Ν.Δ. «περὶ Διοικήσεως τοῦ Ἐμπο-
ρικοῦ Ναυτικοῦ» (ΦΕΚ 172 Α').

β. Τῶν ἀρθρων 19 (παρ. 1 ἐδάφ. α), 20, 21, 22, 23, 24,
25, 26, 31, 32 (παρ. 2 καὶ 3), 33, 36 (παρ. 1 ἐδάφ. γ καὶ 4),
38, 39, 40, 45, 46, 47, 48, 51, 52 καὶ 55 τοῦ Ν.Δ. 139/69
«περὶ ἱεραρχίας, προαγωγῶν, ἀποστρατείας καὶ μεταθέσεων
τῶν μονίμων Ἀξιωματικῶν τῶν Σωμάτων Χωροφυλακῆς, Ἀ-
στυνομίας Πόλεως, Λιμενικοῦ καὶ Πυροσβεστικοῦ» (ΦΕΚ
57 Α'), προτάσει τοῦ ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουρ-
γοῦ, ἀπεφασίσαντες:

Ἐπικυροῦμεν τοὺς ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Λιμενικοῦ Σώματος ἐτους 1978, συνταχθέντας πίνακας κρίσεως κατωτέρων Ἀξιωματικῶν Λ.Σ. καὶ Λ.Σ. (ΕΥ), περὶ ὧν τὸ ἀπὸ 6ης Μαρτίου 1978 πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου τούτου, ὡς ἀκολούθως:

Α'. Διὰ τοὺς Ὑποπλοίαρχους Λ.Σ. (ΓΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2δ) τοῦ Ν.Δ. 139/69:

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἐκλογήν».
- β. Πίνακα Β' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- γ. Πίνακα Γ' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- δ. Πίνακα Δ' «Ἀποστρατευτέων».

Β'. Διὰ τοὺς Ὑποπλοίαρχους Λ.Σ. (ΕΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2δ) τοῦ Ν.Δ. 139/69:

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἐκλογήν».
- β. Πίνακα Β' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- γ. Πίνακα Γ' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- δ. Πίνακα Δ' «Ἀποστρατευτέων».

Γ'. Διὰ τοὺς Ὑποπλοίαρχους Λ.Σ. (ΕΥ) τοὺς κρινομένους κατὰ τὰς περὶ 3ῆς διatάξεις καὶ ὁρίου ἡλικίας (ἄρθρα 51 καὶ 52) τοῦ Ν.Δ. 139/69:

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἐκλογήν».
- β. Πίνακα Β' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

Δ'. Διὰ τοὺς Ἀνθυποπλοίαρχους Λ.Σ. (ΕΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2ε τοῦ Ν.Δ. 139/69):

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- β. Πίνακα Β' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

Ε'. Διὰ τοὺς Σημαιοφόρους Λ.Σ. (ΓΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2ε τοῦ Ν.Δ. 139/69):

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- β. Πίνακα Β' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

ΣΤ'. Διὰ τοὺς Σημαιοφόρους Λ.Σ. (ΕΥ) (ἄρθρον 40 παρ. 2ε τοῦ Ν.Δ. 139/69):

- α. Πίνακα Α' «προακτέων κατ' ἀρχαιότητα».
- β. Πίνακα Β' «παραμενόντων εἰς τὸν αὐτὸν βαθμόν».
- γ. Πίνακα Γ' «Ἀποστρατευτέων».

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἑμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Μαρτίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΕΜΜ. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομή τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων τῆς ποὺ πουλιοῦνται τμηματικά καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1974 ὡς ἀκολουθεῖ:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κτλ.	»	3.000
8. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κτλ.	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κτλ.	»	150
8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρι 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἀνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸ 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἀρθρὸ 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὰ διατάξεις ...	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διὰλυση Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 ...	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν»	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὴν ὁποίαν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸν 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν»	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67» Δραχ. | 1.000 |

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967» » | 1.000 |

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	»	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν ...	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	»	1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

II. Στὸ Τέταρτο τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων.

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικά σὲ 50/o.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπραξίας, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴν Ὑπηρεσία τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατό νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἑπταγὰ ἑπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεία καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὴν 192378/3639/1947(ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγῆς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολὴ τους γίνεται μὲ ἑπταγὰς, μαζὶ μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΒΑΣΙΛΕΙΟΣ ΣΤ. ΝΙΚΑΣ